

Un rescapé du Bataclan dénonce la sous-évaluation du danger islamiste

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 24 novembre 2021

Source [Boulevard Voltaire] Victor Rouart est un rescapé de l'attentat du Bataclan. Grièvement blessé aux jambes, il mettra trois ans, trois ans de souffrances physiques et morales, pour s'en remettre. Il a publié [Comment pourrais-je pardonner ?](#), récit de l'attentat cosigné avec le journaliste du *Figaro* Luc-Antoine Lenoir. À l'occasion de la sortie de son ouvrage et surtout du procès des terroristes du Bataclan, il est revenu sur le drame et, surtout, développe une réflexion sur l'état et l'avenir de la [société](#) française, sur cet islamisme de France qui vient, enfin, de rentrer par effraction dans la campagne électorale.

Invité par [Natacha Polony](#) sur *BFM TV*, il explique avoir été choqué que l'élection présidentielle de 2017 n'ait pas été l'occasion d'un profond débat sur « *comment combattre le terrorisme, réfléchir à tous les moyens, pas seulement humains ou matériels mais philosophiques, politiques, culturels* ». Le ton calme et posé, le regard grave, il regrette que « *le terme résilience a[it] servi à masquer certains manques soit de volonté politique, soit une forme d'impuissance, et que c'était une expression assez commode pour éviter d'aborder certains sujets de fond* ». Ce qu'il veut, et il l'exprime avec pudeur et fermeté, ce sont une réflexion sur ce qui a engendré le terrorisme islamique sur notre sol, une prise de conscience et des actes : « *Les pouvoirs publics étaient plus dans la réaction que dans l'action.* »

Les fleurs et les bougies ont la puissance et la virulence d'une feuille morte : François Hollande n'avait-il pas dit que nous étions en guerre ? Irénisme coupable, aussi, quand François Hollande, qui n'est plus président de la République que pour quelques jours, vient assister au Bataclan au spectacle de Yassine Belattar, en mai 2017, affirmant : « *C'est un spectacle d'humour : une arme contre l'obscurantisme...* »

Dans son livre, Victor Rouart raconte avoir été très choqué lorsque François Hollande, répondant à l'époque à Donald Trump qui pointait l'insécurité grandissante en France, avait déclaré : « *Ici, il n'y a pas de personne qui prenne des armes pour tirer dans la foule.* »

Un an et demi après le Bataclan. Comme si rien ne s'était passé.

Comme chacun sait, François Hollande a témoigné à la barre et a déclaré savoir que « *des opérations se préparaient, que des individus s'étaient placés dans le flot des réfugiés pour tromper la vigilance* ». Le journaliste Raphaël Stainville, sur Twitter, publie « *un extrait du PV d'audition d'un témoin entendu par la SDAT après avoir vu Abaaoud* » [Abdelhamid Abaaoud, Belgo-Marocain de 26 ans, est le chef opérationnel présumé des attentats du 13 novembre à Paris, NDLR] : « *Ils sont rentrés quand Hollande a fait rentrer les réfugiés. Ça fait deux mois qu'ils sont là. Il a dit en rigolant, "la France, zéro".* »

Une enquête menée par *Le Figaro* apporte des éléments supplémentaires sur l'entrée des [djihadistes](#) en Europe lors de la vague migratoire de 2015 : « *Tous les membres des commandos de 2015, qu'ils soient étrangers ou Français ayant séjourné en Syrie, ont emprunté la route migratoire de l'est de l'Europe avec des passeports syriens ou irakiens* », explique Jean-Charles Brisard, président du Centre d'analyse du terrorisme (CAT), dans leurs colonnes.

Alors, aujourd'hui, Victor Rouart veut, *a minima*, des explications. Dans un entretien paru, ces jours-ci, dans *Le Figaro*, il s'exprime à ce sujet : « Pourquoi le président a préféré taire cette information qui représentait pourtant un danger non négligeable pour la sécurité des Français ? D'autant qu'une partie de la presse, au même moment, qualifiait de "fake news" [cette possibilité d'infiltration de terroristes](#) parmi les réfugiés et diabolisait quiconque évoquait cette éventualité. Il me semble que la question morale et humaniste omniprésente quant à l'accueil ou non des migrants lors de cette année 2015, aussi sensible et complexe soit-elle, ne justifiait pas ce qui peut s'apparenter à une prise de risque de la part du pouvoir politique, la sécurité de nos concitoyens étant l'une des missions essentielles de l'État. »

Il apparaît clairement que Victor Rouart ne souhaite pas que se reproduise, dans la campagne présidentielle qui débute, la séance de prestidigitation qui a effacé du débat français, en 2017, la question centrale des origines et des conséquences de cette présence islamiste en France, et du danger mortel qu'elle représente pour notre pays.